

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 3045

[C - 2002/27734]

12 JUILLET 2002. — Arrêté ministériel établissant un programme de réduction de la pollution des eaux générée par certaines substances dangereuses - Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Vu la directive 76/464/CEE du Conseil des Communautés européennes du 4 mai 1976 concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses dans le milieu aquatique de la Communauté;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment les articles 3, 40 et 46;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses, notamment les articles 9 et 10;

Vu le rapport d'évaluation de la situation au 31 décembre 2001 relatif au respect des objectifs de qualité de substances dangereuses pertinentes;

Considérant le fait que les hydrocarbures aromatiques polycycliques, "6 de Borneff", ne respectent pas l'objectif de qualité fixé par l'arrêté du gouvernement wallon du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses et considérant qu'il y a dès lors lieu d'arrêter un programme de réduction des émissions d'hydrocarbures polycycliques aromatiques, dénommés "6 de Borneff";

Considérant la quantité limitée d'informations disponibles tant en Wallonie qu'en Belgique et que dans la Communauté européenne quant aux sources d'émission réelles et leur part relative respective dans la pollution des eaux;

Considérant le rapport établi par la Commission OSPAR en 2001 concernant les HAP, et le "Guidance document on Quantification and reporting on discharges/emissions/losses of PAH" rédigé dans le cadre du projet HARP-HAZ au profit des Conférences pour la Mer du Nord;

Considérant le caractère diffus des rejets de ces substances dans le milieu aquatique;

Considérant enfin le rapport final de la Commission européenne en novembre 2001, relatif à l'évaluation des programmes visés par l'article 7 de la directive 76/464/CEE et adoptés par les Etats membres;

Vu l'avis de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution le 26 juin 2002,

Arrête :

Article 1^{er}. Le programme de réduction des émissions d'hydrocarbures polycycliques aromatiques, dénommés "6 de Borneff", est arrêté tel que défini en annexe du présent arrêté.

Art. 2. Le programme de réduction vise à atteindre l'objectif de qualité de 0,1 microgramme par litre fixé pour les eaux de surface.

Art. 3. Le programme de réduction est applicable à l'ensemble du territoire wallon dans les cinq années suivant la date de sa parution au *Moniteur belge*.

Art. 4. Une évaluation du programme de réduction sera établie annuellement, la première évaluation étant effectuée le 31 décembre 2003.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 12 juillet 2002.

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe

Programme de réduction de la pollution causée par les Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (6 de Borneff) dans les eaux de surface.

Le programme de réduction de la pollution causée par les Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (6 de Borneff) dans les eaux de surface comprend les mesures suivantes :

Mesure 1. Etude préalable de caractérisation du bilan des HAP en Région wallonne et recherche de mesures de réduction des HAP dans les eaux de surface.

Délai d'exécution : dix-huit mois à dater du 1^{er} juillet 2002.

L'étude a pour objet de déterminer le bilan des hydrocarbures aromatiques polycycliques en Région wallonne et de rechercher des mesures de réduction des HAP dans les eaux de surface. L'étude comporte les tâches suivantes :

1. Recherche et synthèse bibliographique sur les HAP :

- Caractéristiques et propriétés physiques et chimiques des HAP (volatilité, Ks, élimination naturelle,...);
- Identification des sources majeures d'émission scindées en deux volets (sources ponctuelles et diffuses);
- Informations sur la biodégradation des HAP dans les sols, la colonne d'eau et les sédiments;
- Informations sur la génération des HAP par la biomasse épuratoire des sols, de la colonne d'eau et des sédiments;
- Recensement des éléments pertinents et exploitables pour la prise de mesures utiles à une diminution de leur présence dans le milieu aquatique.

2. Etablissement du bilan des HAP en Région wallonne :

— Identification et quantification des sources d'émissions et d'apports dans l'environnement en Région wallonne (entreprises, apports atmosphériques et hydrauliques provenant de l'étranger, la contribution des stations d'épuration, pollution historique);

— Etablissement du lien entre les émissions et les mesures d'immission;

— Etablissement du lien entre les concentrations en HAP dans la colonne d'eau et dans les sédiments (pollution historique);

— Etablissement du lien entre les rejets directs dans l'atmosphère et les retombées sur les milieux aquatiques.

3. Rédaction d'un projet de liste des mesures concrètes à prendre pour réduire les émissions de HAP et les modalités de mise en œuvre (BAT, produits de substitution envisagés, etc.). Ces mesures devront identifier les maîtres d'œuvre et les pourcentages de réduction des charges émises à atteindre dans un délai de cinq ans. Le document devra indiquer la probabilité de respecter l'objectif de qualité de 0,1 µg/l fixé pour les eaux de surface.

4. Evaluation de la mise en place des mesures de réduction par la modélisation du programme de réduction mentionné au point 3 avec des projections dans le futur de l'ensemble des paramètres tels que par exemple :

* l'évaluation de la réduction des HAP dans les fleuves et rivières entrant en Wallonie;

* la limitation ou la suppression des pollutions ponctuelles par fermetures d'entreprises ou assainissement de sites et de friches industrielles;

* la limitation des HAP dans les boues de dragage des lacs et des canaux;

* la limitation des émissions diffuses par plusieurs hypothèses, notamment :

— réduction dans les carburants,

— amélioration des moteurs,

— réduction des chauffages au mazout.

Mesure 2. Etablissement d'une liste des mesures existantes ou envisagées sur le plan réglementaire et faisant référence aux HAP.

Cette liste concernera notamment les mesures relatives à l'assainissement des sites d'activités économiques désaffectés, à l'utilisation des goudrons pour les revêtements routiers, à l'utilisation de produits dans la protection du bois et dans la navigation, à la problématique des lixiviats dans les centres d'enfouissement technique, aux autorisations de déversement d'eaux usées industrielles et au recours à des produits de substitution.

Délai d'exécution : six mois à dater de la parution au *Moniteur belge*.

Mesure 3. Mise en place d'un réseau de mesures des HAP présents dans l'air.

Délai d'exécution : au cours de l'année 2003.

Le réseau développé sera mis en place en adéquation avec le réseau de mesure des substances dangereuses dans les eaux de surface, de telle sorte que les résultats obtenus puissent être corrélés avec ceux obtenus dans le milieu aquatique.

Mesure 4. Mise en place de campagnes d'analyses des HAP dans les principaux rejets d'eaux usées industrielles, en ce compris les Centres d'Enfouissement techniques majeurs.

Cette mesure a pour objet d'identifier et de quantifier les HAP présents dans les rejets d'eaux usées des entreprises appartenant aux secteurs industriels qui sont sources d'émissions principales ainsi qu'au sortir des rejets issus des Centres d'Enfouissement techniques.

Délai d'exécution : minimum quatre années à dater de la parution au *Moniteur belge*.

Mesure 5. Mise en place de campagnes d'analyses des HAP dans les principaux rejets de stations publiques d'épuration des eaux usées domestiques.

Délai d'exécution : minimum quatre années à dater de la parution au *Moniteur belge*.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 12 juillet 2002 établissant un programme de réduction de la pollution des eaux générée par les Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques.

Namur, le 12 juillet 2002.

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 3045

[C — 2002/27734]

12. JULI 2002 — Ministerialerlass zur Festlegung eines Programms zur Verringerung der Wasserverschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe - polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Aufgrund der Richtlinie 76/464/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 4. Mai 1976 betreffend die Verschmutzung infolge der Ableitung bestimmter gefährlicher Stoffe in die Gewässer der Gemeinschaft;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung, insbesondere der Artikel 3, 40 und 46;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe, insbesondere der Artikel 9 und 10;

Aufgrund des Bewertungsberichts vom 31. Dezember 2001 über die Einhaltung der Qualitätsziele der relevanten gefährlichen Stoffe;

In Erwägung der Tatsache, dass die Borneff-Summe 6»genannten polyzyklischen aromatischen Kohlenwasserstoffe das Qualitätsziel, das durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe festgelegt ist, nicht einhalten und in der Erwägung, dass es deshalb erforderlich ist, ein Programm zur Verringerung der Emissionen von «Borneff-Summe 6» genannten polyzyklischen aromatischen Kohlenwasserstoffen festzulegen;

In Erwägung der begrenzten Menge der sowohl in der Wallonie als auch in Belgien und in der Europäischen Gemeinschaft verfügbaren Auskünfte über die wirklichen Emissionsquellen und ihren jeweiligen relativen Anteil an der Wasserverschmutzung;

In Erwägung des Berichts, der von der OSPAR-Kommission im Jahre 2001 über die PAK errichtet worden ist und «des Guidance document on Quantification and reporting on discharges/emissions/losses of PAH», das im Rahmen des HARP-HAZ- Projekts zugunsten der Nordsee Konferenzen abgefasst worden ist;

In Erwägung des diffusen Charakters der Ableitungen dieser Stoffe in die aquatische Umwelt,

In Erwägung des Schlussberichts der Europäischen Kommission in November 2001 über die Bewertung der in Artikel 7 der Richtlinie 76/464/EWG erwähnten und durch die Mitgliedsstaaten genehmigten Programme;

Aufgrund des am 26. Juni 2002 abgegebenen Gutachtens der «Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution» (beratende Kommission für den Schutz der Gewässer gegen die Verschmutzung),

Beschließt:

Artikel 1 - Das Programm zur Verringerung der Emissionen von «Borneff-Summe 6» genannten polyzyklischen aromatischen Kohlenwasserstoffen ist wie in der Anlage zum vorliegenden Erlass beschlossen worden ist.

Art. 2 - Das Programm zur Verringerung strebt eine Qualität von 0,1 Mikrogramm/Liter für das Oberflächenwasser an.

Art. 3 - Das Programm zur Verringerung findet Anwendung auf das gesamte Wallonische Gebiet innerhalb fünf Jahre ab dem Datum seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

Art. 4 - Eine Bewertung des Programms zur Verringerung wird jährlich aufgestellt. Die erste davon wird am 31. Dezember 2003 vorgenommen.

Art. 5 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft

Namur, den 12. Juli 2002

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Anlage

Programm zur Verringerung der durch die «Borneff-Summe 6» genannten polyzyklischen aromatischen Kohlenwasserstoffen verursachten Verschmutzung des Oberflächenwassers

Das Programm zur Verringerung der durch die «Borneff-Summe 6» genannten polyzyklischen aromatischen Kohlenwasserstoffen verursachten Verschmutzung des Oberflächenwassers umfasst die folgenden Maßnahmen.

Maßnahme 1. Vorherige Untersuchung zur Kennzeichnung der Bilanz der PAK in der Wallonischen Region und Ermittlung von Maßnahmen zur Verringerung der PAK im Oberflächenwasser

Ausführungsfrist: 18 Monate ab dem 1. Juli 2002

Die Untersuchung hat zum Zweck, die Bilanz der polyzyklischen aromatischen Kohlenwasserstoffe in der Wallonischen Region zu bestimmen und die Maßnahmen zur Verringerung der PAK im Oberflächenwasser zu ermitteln. Die Untersuchung umfasst die folgenden Aufgaben:

1. Nachforschungen und bibliographische Synthese über die PAK:

— Merkmale sowie physikalische und chemische Eigenschaften der PAK (Flüchtigkeit, Ks, natürliche Beseitigung,...);

— Identifizierung der wichtigsten Emissionsquellen in zwei Abschnitten (örtlich begrenzte und diffuse Quellen);

— Auskünfte über den biologischen Abbau der PAK im Boden, in der Wassersäule und in den Sedimenten;

— Auskünfte über die Erzeugung der PAK durch die klärende Biomasse der Böden, der Wassersäule und der Sedimente;

— Erfassung der relevanten Faktoren, die für das Treffen von Maßnahmen, die für die Verminderung der PAK in aquatischen Umwelt nützlich sind, zur Anwendung kommen können.

2. Aufstellung der Bilanz der PAK in der Wallonischen Region:

— Identifizierung und Quantifizierung der Emission- und Zufuhrquellen in die Umwelt in der Wallonischen Region (Unternehmen, atmosphärische und hydraulische Zufuhr aus dem Ausland, Beitrag der Klärstationen, historische Verschmutzung);

— Festlegung des Zusammenhangs zwischen den Emissionen und den Maßnahmen zur Immission;

— Festlegung des Zusammenhangs zwischen den PAK-Konzentrationen in der Wassersäule und in den Sedimenten (historische Verschmutzung);

— Festlegung des Zusammenhangs zwischen den direkten Ausstößen in die Atmosphäre und den Auswirkungen auf die aquatische Umwelt.

3. Ausfertigung eines Entwurfs von einer Liste der konkreten Maßnahmen, die zu treffen sind, um die PAK-Emissionen zu verringern, und Festlegung der Ausführungsmodalitäten (beste verfügbare Technik, erwogene Ersatzprodukte, usw.) Diese Maßnahmen müssen die Personen, die sie ausführen sollen, sowie die Prozentsätze der Verringerung der Emissionen, die innerhalb von fünf Jahren zu erreichen sind, identifizieren. Das Dokument muss die Wahrscheinlichkeit, dem für das Oberflächenwasser festgelegten Qualitätsziel von 0,1 Mikrogramm/Liter zu genügen, angeben.

4. Bewertung der Einführung der Maßnahmen zur Verringerung durch eine Modellbildung des im Punkt 3 erwähnten Programms mit Zukunftsprojektionen der gesamten Parameter, wie z.B.:

- * die Bewertung der Verringerung der PAK in den in die Wallonische Region einströmenden Flüssen und Strömen;
- * die Beschränkung oder die Beseitigung der örtlich begrenzten Verschmutzungen durch die Schließung von Betrieben oder die Sanierung von Standorten oder von ungenutzten Industriegeländen;
- * die Beschränkung der PAK in den Baggerschlämmen der Seen und Kanäle;
- * die Beschränkung der diffusen Emissionen unter Berücksichtigung mehrerer Hypothesen, worunter:
 - Verringerung in den Treibstoffen;
 - Verbesserung der Motoren;
 - Verringerung der Ölheizungen.

Maßnahme 2. Aufstellung einer Liste der bestehenden oder erwogenen vorschriftsmäßigen Maßnahmen, in deren die PAK berücksichtigt werden.

Diese Liste betrifft insbesondere die Maßnahmen betreffend die Sanierung der stillgelegten Gewerbebetriebsgelände, die Benutzung von Teer für die Straßenbeläge, die Benutzung von Produkten für den Holzschutz und für die Schifffahrt, die Problematik des Sickerwassers in den technischen Vergrabungszentren, die Genehmigungen für die Einleitung von Betriebsabwässern und die Anwendung von Ersatzprodukten.

Ausführungsfrist: 6 Monate ab dem Datum der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

Maßnahme 3. Einsetzung eines Netzes für PAK-Messungen in der Luft

Ausführungsfrist: im Laufe des Jahres 2003

Das entwickelte Netz wird parallel zu dem Messnetz für gefährliche Stoffe in Oberflächenwasser eingesetzt, so dass die erhaltenen Ergebnisse in Korrelation mit denjenigen, die in der aquatischen Umwelt erreicht werden, gesetzt werden können.

Maßnahme 4. Einführung von Kampagnen für die Analyse der PAK in den wichtigsten Ableitungen von Betriebsabwässern, einschließlich der wichtigsten technischen Vergrabungszentren

Diese Maßnahme besteht darin, die PAK in den Einleitungen der den Industriesektoren angehörenden Unternehmen, die Quellen von Hauptemissionen sind, sowie in den Einleitungen aus den technischen Vergrabungszentren zu identifizieren und zu quantifizieren.

Ausführungsfrist: mindestens 4 Jahre ab dem Datum der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

Maßnahme 5. Einführung von Kampagnen für die Analyse der PAK in den wichtigsten Ableitungen der öffentlichen Stationen zur Klärung der Haushaltsabwässer

Ausführungsfrist: mindestens 4 Jahre ab dem Datum der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 12. Juli 2002 zur Festlegung eines Programms zur Verringerung der Wasserverschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe - polycyclische aromatische Kohlenwasserstoffe B beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Juli 2002

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 3045

[C - 2002/27734]

12 JULI 2002. — Ministerieel besluit tot vastlegging van een programma voor de vermindering van de waterverontreiniging veroorzaakt door bepaalde gevaarlijke stoffen - Polycyclische aromatische koolwaterstoffen

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

Gelet op richtlijn 76/464/EEG van de Raad van 4 mei 1976 betreffende de verontreiniging veroorzaakt door bepaalde gevaarlijke stoffen die in het aquatisch milieu van de Gemeenschap worden geloosd;

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, inzonderheid op de artikelen 3, 40 en 46;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging veroorzaakt door bepaalde gevaarlijke stoffen, inzonderheid op de artikelen 9 en 10;

Gelet op het evaluatierapport over de toestand op 31 december 2001 met betrekking tot de inachtneming van de kwaliteitsdoelstellingen inzake relevante gevaarlijke stoffen;

Overwegende dat de polycyclische aromatische koolwaterstoffen « 6 van Borneff » niet voldoen aan de kwaliteitsdoelstelling die vastligt in bovenbedoeld besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 en dat derhalve voorzien moet worden in een programma voor de vermindering van de emissies daarvan;

Gelet op de beperkte hoeveelheid beschikbare gegevens, zowel in Wallonië en in België als in de Europese Unie, over de reële emissiebronnen en het respectieve relatieve aandeel ervan in de waterverontreiniging;

Gelet op het rapport 2001 van de OSPAR-Commissie over de PAK's en op het « Guidance document on Quantification and reporting on discharges/emissions/losses of PAH », in het kader van de HARP-HAZ project opgesteld voor de Noordzee Conferenties;

Gelet op het diffuse karakter van de lozingen van die stoffen in het aquatisch milieu;

Gelet op het eindrapport van de Europese Commissie van november 2001 over de evaluatie van de programma's bedoeld in artikel 7 van richtlijn 76/464/EEG en aangenomen door de Lidstaten;

Gelet op het advies van de adviescommissie voor de bescherming van het water tegen verontreiniging, gegeven op 26 juni 2002,

Besluit :

Artikel 1. Het programma voor de vermindering van emissies van polycyclische aromatische koolwaterstoffen « 6 van Borneff » wordt vastgelegd zoals bepaald in de bijlage bij dit besluit.

Art. 2. Het verminderingprogramma beoogt de kwaliteitsdoelstelling 0,1 microgram per liter voor het oppervlaktewater.

Art. 3. Het verminderingprogramma is van toepassing op het gezamenlijke grondgebied van Wallonië binnen vijf jaar na de datum waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Het verminderingprogramma wordt jaarlijks geëvalueerd : de eerste evaluatie vindt plaats op 31 december 2003.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 12 juli 2002.

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

Bijlage

Programma voor de vermindering van de verontreiniging van het oppervlaktewater door polycyclische aromatische koolwaterstoffen « 6 van Borneff »

Het programma voor de vermindering van de verontreiniging van het oppervlaktewater door polycyclische aromatische koolwaterstoffen « 6 van Borneff » voorziet in de volgende maatregelen :

Maatregel 1. Voorafgaande inventarisering van de PAK's in het Waalse Gewest en maatregelen uitwerken voor de vermindering ervan in het oppervlaktewater.

Uitvoeringstermijn : 18 maanden, met ingang van 1 juli 2002.

De studie moet een inventaris opmaken van de polycyclische aromatische koolwaterstoffen in het Waalse Gewest en maatregelen uitwerken met het oog op de vermindering ervan in het oppervlaktewater.

1. Onderzoek en bibliografische synthese over de PAK's :

- kenmerken, fysische en chemische eigenschappen van de PAK's (vluchtigheid, Ks, natuurlijke verwijdering,...)
- identificatie van de voornaamste emissiebronnen, gesplitst in twee delen (punctueel en diffuus)
- informatie over biodegradatie van PAK's in de grond, waterkolom en sedimenten;
- informatie over de productie van PAK's door de biomassa die de bodem, waterkolom en sedimenten zuivert;
- inventarisering van relevante gegevens die gebruikt kunnen worden om nuttige maatregelen te treffen met het oog op de vermindering van PAK's in het aquatisch milieu.

2. Inventarisering van de PAK's in het Waalse Gewest :

- identificatie en kwantificering van de bronnen van emissie en inbreng in het Waalse leefmilieu (bedrijven, lucht- en hydraulische inbreng uit het buitenland, inbreng van de zuiveringsstations, historische verontreiniging);
- een verband leggen tussen de emissies en de immissiemetingen;
- een verband leggen tussen de PAK concentraties in de waterkolom en de sedimenten (historische verontreiniging);
- een verband leggen tussen rechtstreekse lozingen in de lucht en de weerslag op de aquatische milieus.

3. Opstelling van een ontwerp van lijst van concrete maatregelen met het oog op de vermindering van de PAK emissies en de uitvoeringsmodaliteiten (BAT, overwogen vervangingsproducten, enz...). De maatregelen identificeren de uitvoerders en bepalen de binnen vijf jaar te bereiken percentages van de emissieverminderingen. In dat document wordt gewezen op de probabiteit van inachtneming van de kwaliteitsdoelstelling 0,1 µg/l voor het oppervlaktewater.

4. Evaluatie van de invoering van verminderingmaatregelen door de modellisatie van het in punt 3 bedoelde verminderingprogramma d.m.v. toekomstprojecties voor de gezamenlijke parameters, zoals bijv. :

- * de evaluatie van de vermindering van PAK's in de stromen en rivieren die Wallonië binnenstromen;
- * de beperking of opheffing van de plaatselijke verontreinigingen door de sluiting van bedrijven of de sanering van industriële sites en braakliggende terreinen;
- * de beperking van de PAK's in de baggerspecie van meren en kanalen;
- * de beperking van de diffuus verspreide emissies op grond van verschillende hypothesen, met name :
 - vermindering in de brandstoffen;
 - verbetering van de motoren;
 - vermindering van mazoutverwarming.

Maatregel 2. Opstelling van een lijst van de bestaande of geplande reglementaire maatregelen die naar de PAK's verwijzen

Die lijst betreft meer bepaald de maatregelen inzake de sanering van afgedankte bedrijfsruimten, het gebruik van teer voor wegverharding, het gebruik van producten voor houtbescherming en scheepvaart, de problematiek van percolatiewater in de centra voor technische ondergraving, de vergunningen voor het lozen van industrieel afvalwater en het gebruik van vervangingsproducten.

Uitvoeringstermijn : 6 maanden, met ingang van de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Maatregel 3. Totstandbrenging van een net voor metingen van PAK's in de lucht

Uitvoeringstermijn : in de loop van 2003.

Het ontwikkelde net wordt afgestemd op het meetnet voor gevaarlijke stoffen in het oppervlaktewater om de verkregen resultaten in verband te kunnen brengen met de resultaten geboekt in het aquatisch milieu.

Maatregel 4. Opstarten van campagnes voor de analyse van PAK's in de voornaamste lozingen van industrieel afvalwater, met inbegrip van de belangrijkste centra voor technische ondergraving.

Deze maatregel beoogt de identificatie en de kwantificering van de PAK's in lozingen van afvalwater uit bedrijven van de industriële sectoren die belangrijke emissiebronnen zijn, alsmede bij de lozingen van de centra voor technische ondergraving.

Uitvoeringstermijn : minimum vier jaar, met ingang van de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Maatregel 5. Opstarten van campagnes voor de analyse van PAK's in de voornaamste lozingen van openbare zuiveringsstations voor huishoudelijk afvalwater.

Uitvoeringstermijn : minimum vier jaar, met ingang van de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 12 juli 2002 tot vastlegging van een programma voor de vermindering van de waterverontreiniging veroorzaakt door bepaalde gevaarlijke stoffen - Polycyclische aromatische koolwaterstoffen

Namen, 12 juli 2002.

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2002 — 3046 (N. 2002-2163) [C — 2002/31449]

2 MEI 2002. — **Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de toekenning van premies voor de verfraaiing van gevels.** — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* van 25 juni 2002,

blz. 28625 :

— Voorwoord, laatste lid; lees « de Minister belast met Stadsvernieuwing » in plaats van « de Minister belast met de premies voor de verfraaiing van de gevels ».

— Artikel 1, 3° : lees « meer dan vijftientig jaar is gebouwd op datum » in plaats van « meer dan vijftientig jaar is gebouwd na datum ».

blz. 28626 :

— Artikel 1, 16° : lees « vastgesteld door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 mei 2001 tot goedkeuring van het Gewestelijk Bestemmingsplan (GBP) » in plaats van « bepaald in het Gewestelijk Ontwikkelingsplan; »

— Artikel 1, 16° : lees « défini par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mai 2001 adoptant le Plan régional d'affectation du sol (PRAS). » in plaats van « défini par le Plan régional de développement. ».

— Artikel 1, 18° : lees « Staat van eigendom : ofwel een staat van eigendom opgesteld door de dienst Registratie en Domeinen die alle eigenaars omvat met opgave van hun eigendomsaandeel en de aard van hun rechten, hetzij een verkoopakte of een afschrift ervan, hetzij een eigendomsattest verstrekt door de notaris. » in plaats van « Staat van de eigendom : door de Minister voorgeschreven formulier, dat wordt ingevuld door de Ontvanger van de Registratie der Domeinen en dat alle eigenaars omvat met opgave van hun eigendomsaandeel en de aard van hun rechten. ».

— Artikel 2, 2° : lees « privé » in plaats van « rivé ».

blz. 28627

— Artikel 2, 4° : lees « een beheersmandaat gesloten heeft met een duur die » in plaats van « een beheersmandaat gesloten met een duur die ».

— Artikel 3, 6° : lees « seniories » in plaats van « seigneuries ».

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2002 — 3046 (F. 2002-2163) [C — 2002/31449]

2 MAI 2002. — **Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'octroi de primes à l'embellissement des façades.** — Errata

Au *Moniteur belge* du 25 juin 2002,

p. 28625 :

— Préambule, dernier alinéa : lire « de Minister belast met Stadsvernieuwing » au lieu de « de Minister belast met de premies voor de verfraaiing van de gevels ».

— Article 1^{er}, 3° : lire « meer dan vijftientig jaar is gebouwd op datum » au lieu de « meer dan vijftientig jaar is gebouwd na datum ».

p. 28626 :

— Article 1^{er}, 16° : lire « vastgesteld door het besluit van Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 mei 2001 tot goedkeuring van het Gewestelijk Bestemmingsplan (GPB) » au lieu de « bepaald in het Gewestelijk Ontwikkelingsplan. ».

— Article 1^{er}, 16° : lire « défini par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mai 2001 adoptant le Plan régional d'affectation du sol (PRAS). » au lieu de « défini par le Plan régional de développement. ».

— Article 1^{er}, 18° : lire « Staat van eigendom : ofwel een staat van eigendom opgesteld door de dienst Registratie en Domeinen die alle eigenaars omvat met opgave van hun eigendomsaandeel en de aard van hun rechten, hetzij een verkoopakte of een afschrift ervan, hetzij een eigendomsattest verstrekt door de notaris. » au lieu de « Staat van de eigendom : door de Minister voorgeschreven formulier, dat wordt ingevuld door de Ontvanger van de Registratie der Domeinen en dat alle eigenaars omvat met opgave van hun eigendomsaandeel en de aard van hun rechten. ».

— Article 2, 2° : lire « privé » au lieu de « rivé ».

p. 28627

— Article 2, 4° : lire « een beheersmandaat gesloten heeft met een duur die » au lieu de « een beheersmandaat gesloten met een duur die ».

— Article 3, 6° : lire « seniories » au lieu de « seigneuries ».